"Il faut sensibiliser nos jeunes à la défense de notre terre"

Pierre Poli.- Le président du service d'incendie et de secours de Corse-du-Sud déplore le manque de pompiers volontaires. Et évoque la période transitoire qui précédera une éventuelle territorialisation des deux Sis insulaires

Nommé président du Sis 2A au début du mois de février, après une année noire sur le plan des incendies, Pierre Poli entend *"faire avancer"* une institution qui compte 21 casernes, 200 sapeurs-pompiers professionnels et 866 volontaires. Il nous dévoile les grandes orientations de sa mandature.

Il a plu énormément, ces derniers mois, sur l'île. Ces précipitations nous protègent-elles de la menace du feu cet été?
On n'en est pas persuadé. On se rend compte que l'herbe pousse à une vitesse vertigineuse et que si l'on a quinze jours de chaleur successifs, surtout en plaine, cela risque de poser des problèmes. D'où l'intérêt de bien débroussailler autour des habitations. Avec les grosses précipitations de ces derniers mois, la strate herbacée se propage plus rapidement que d'habitude et se mêle, à certains endroits, à la strate arborée. Cette configuration peut accélérer la propagation du feu. Alors on ne va pas dire que la pluie de ces derniers mois n'est pas une bonne chose, mais elle ne garantit rien.

L'an dernier, les premiers renforts sont arrivés au mois de juin. Quand seront-ils mis en place cette année?
Deux Canadair arrivent dimanche 1er juillet. Nous avons eu plusieurs réunions à Paris avec les services de la sécurité civile. Nous avons demandé un troisième Canadair. Cela nous est pour le moment refusé. À partir de dimanche, le dispositif aérien régional comptera deux Canadair, deux Tracker et deux hélicoptères bombardiers d'eau.

Où en est-on du projet de fusion des Sis de Corse-du-Sud et de Haute-Corse?
Pour le moment, c'est à l'étude. La question de la commande publique est la première marche vers une territorialisation. Je préfère ce terme à celui de fusion. Nous donnons déjà un signe fort en ce sens, en mutualisant le marché des hélicoptères bombardiers d'eau. Nous avons groupé les commandes avec le Sis de Haute-Corse, par délibération des deux conseils d'administration. Le marché est passé et sera mis en fonction dans la première quinzaine de juillet. Les élus ont été réactifs, dans un délai très court.

Au-delà de la mutualisation de la commande publique, la création d'un Sis de Corse est-elle réalisable à court terme?
Il est plus raisonnable d'envisager la mise en place d'actions communes que des fusions structurelles immédiates. Une phase transitoire d'harmonisation est nécessaire avant d'envisager une réelle fusion. Il existe des disparités structurelles et opérationnelles entre les deux Sis. Plusieurs exemples: les régimes indemnitaires et les temps de travail ne sont pas les mêmes; en intervention, on ne travaille pas tout à fait de la même manière dans les deux départements; les parcs auto sont de qualité inégale, celui de Haute-Corse étant un peu plus vétuste que le nôtre. Cela suppose de longues discussions avec les syndicats. Ça ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Nous sommes sur un processus de moyen terme. En 1992, sur un processus parallèle qui était celui de la départementalisation, il a fallu cinq ans pour que ça se mette en place.

Conseiller exécutif à l'Assemblée de Corse et maire d'Eccica-Suarella, Pierre Poli se donne le temps de la mandature pour avancer sur la fusion des deux Sis de Corse. /PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNIL

Un mot sur la santé financière du Sis 2A?
On fonctionne à budget constant. Pour 2018, il s'élève à 31 millions d'euros, en légère augmentation de 1.2 %. Nous n'avons pas de marges extraordinaires. Sans vouloir critiquer ce qui a été fait, nous héritons de l'action de la mandature précédente. Il y a eu des embauches, des constructions de casernes ont été lancées. On va les assumer. Mais tout cela, à budget constant. C'est difficile de se projeter dans ces conditions.

Les infrastructures sont-elles à la hauteur des enjeux?
Je suis en train de faire le tour des 21 casernes du Sis 2A. Je me rends compte que d'importants travaux sont à entreprendre dans chacune d'entre elles. La mixité est un atout, avec de plus en plus de femmes pompiers volontaires. Mais cela implique des aménagements dans les structures. On ne veut pas faire de saupoudrage. Aujourd'hui, nous disposons d'un budget de 200000 euros pour la réhabilitation de l'ensemble des casernes. On ne fait rien avec cette enveloppe. Donc, on fait remonter les observations afin de lancer un marché global et établir un plan pluriannuel.

De nouvelles constructions sont-elles programmées?
Trois établissements vont être construits à Bastelica, Ocana et Pianottoli.

Où en est le projet de caserne sur la rive sud d'Ajaccio?
Ce n'est pas d'actualité. Cela suppose de réviser schéma départemental d'analyse et de couvertures des risques (Sdacr) et ce n'est pas prévu.

Aux problèmes de moyens financiers s'ajoute la problématique de moyens humains. Y a-t-il assez de volontaires aujourd'hui?
Non. Nous avons eu un comité consultatif il y a quinze jours. Lors de celui-ci, je me suis rendu compte que dans certains secteurs, les trois quarts des volontaires viennent du Continent pour la saison. Ce phénomène s'observe surtout dans l'Extrême-Sud, pour des raisons que l'on peut comprendre en période estivale. Ça nous interpelle. Il faut qu'on développe notre communication à l'endroit des jeunes insulaires. Il faut toutefois saluer la qualité du réseau de pompiers professionnels. Mais on revient au même constat: c'est avant tout un problème de moyens. Le salaire d'un pompier volontaire n'est pas comparable avec celui d'un serveur dans une paillote. Alors il faut les sensibiliser sur la défense de notre terre, même si ça ne suffira pas.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PHILIPPE SCAPULA